

## Consommations de substances psychoactives outre-mer

François Beck, Stanislas Spilka

Les comportements de consommation de produits psychoactifs de la population ultra-marine<sup>1</sup> apparaissent singuliers et contrastés. Le principal constat est celui d'une population jeune globalement moins concernée par les usages, comparée à la situation métropolitaine. Si ce trait est vérifié pour quasiment tous les produits et pour tous les départements, il convient toutefois d'y apporter quelques nuances. En effet, une diffusion des produits et des niveaux d'usage de tabac, d'alcool et de cannabis faibles, en population adolescente comme en population jeune adulte, côtoient des pratiques très spécifiques, comme par exemple un usage important de crack dans les départements français d'Amérique (DFA, à savoir les Antilles et la Guyane). Cette consommation concerne néanmoins des populations précarisées, pour la plupart plus âgées, avec des scènes ouvertes, notamment à Fort-de-France (Beck et Richard 2011b).

Les départements d'outre-mer (DOM) recouvrent aussi d'autres caractéristiques qui les distinguent fortement du reste du territoire national et qui peuvent constituer des éléments de compréhension des pratiques observées. Les DFA, par exemple, du fait de leur situation géographique entre les zones de production (Amérique du Sud et centrale), et celles qui constituent les grandes destinations du trafic (Amérique du Nord et Europe), se révèlent des lieux de transit stratégiques pour des produits comme le cannabis, la cocaïne et le crack (Gandilhon et Weinberger 2016). Ces territoires, dotés en outre d'aéroports internationaux, représentent des portes d'entrée en direction des marchés européens. Le département de La Réunion, situé dans l'océan Indien, se caractérise quant à lui à la fois par des productions ancrées localement, comme le cannabis, et l'importation de substances provenant principalement de métropole telles que l'héroïne ou l'ecstasy. Le trafic de produits avec les îles avoisinantes concerne surtout les médicaments détournés de leur usage.

Par ailleurs, les DOM bénéficient d'un régime dérogatoire en ce qui concerne la législation en matière de contrôle du tabac, avec notamment une fiscalité applicable aux produits du tabac vendus dans ces territoires qui les rendent moins chers qu'en métropole (Alliance contre le tabac 2009). À l'inverse, les boissons alcooliques voient leur prix majoré par une taxe spécifique, l'octroi de mer, dès lors qu'elles ne sont pas produites localement. Seuls le rhum et la bière font l'objet d'une production locale.

---

*1. Depuis plusieurs années, le dispositif d'observation national s'efforce de décliner dans les départements d'outre-mer les enquêtes réalisées en métropole. Cependant, diverses difficultés liées aux caractéristiques de ces territoires (éloignement, particularités locales, infrastructures moins développées...) rendent leur réalisation plus compliquée, voire parfois incertaine. Au final, on ne dispose de données de consommation parfaitement comparables d'un territoire à l'autre que pour la Guyane, la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion.*



### Parcours scolaire et formation

Au-delà de leur insularité (la Guyane mise à part), les DOM se caractérisent par une proportion de jeunes rencontrant d'importantes difficultés scolaires, plus élevée que celle observée en métropole, ce qui peut constituer un facteur favorisant certaines pratiques addictives. Selon une étude réalisée en 2012 par le ministère de l'Éducation nationale, la part de jeunes de 17 ans en difficulté de lecture est d'environ 10 % en moyenne en métropole tandis que ce taux atteint 28 % à La Réunion, 30 % en Martinique, 33 % en Guadeloupe, 48 % en Guyane et jusqu'à 75 % à Mayotte. En métropole, 4 % des jeunes de 17 ans sont en situation d'illettrisme : ils sont 15 % à La Réunion, 16 % en Guadeloupe, 20 % en Martinique, 29 % en Guyane et 51 % à Mayotte, soit 10 fois plus qu'en métropole (ANLCI 2016).

En outre, dans les DOM, le niveau d'études à la sortie du système scolaire reste très en deçà de celui de la métropole : environ 25 % des jeunes Antillais et Réunionnais de 20 à 24 ans ayant quitté le système scolaire n'ont que le niveau école primaire, contre 14 % des jeunes en métropole. Ce chiffre atteint 53 % en Guyane. Si, globalement, les taux de réussite au baccalauréat dans les différents DOM demeurent inférieurs à ceux de la France métropolitaine (- 6 points en 2013), ils progressent sensiblement ces dernières années (Repères

et références statistiques, 2014). Le chômage des jeunes se maintient pour sa part à un niveau très élevé dans tous les DOM et les inégalités sociales sont très fortes sur ces territoires (Treyens et Catherine 2015).

## Les usages

À la fin de l'adolescence, les indicateurs d'alcoolisation (régulière ou ponctuelle importante) sont très proches dans les quatre DOM (hors Mayotte, voir encadré ci-après), à des niveaux nettement inférieurs à ceux observés en métropole (Beck *et al.* 2016 ; Le Nézet *et al.* 2015). Si le tabagisme est 2 à 3 fois moins fréquent qu'en métropole, il apparaît au sein des DOM nettement plus élevé à La Réunion (22 % des jeunes de 17 ans) qu'aux Antilles (12 %). L'expérimentation de la cigarette électronique est elle aussi en deçà de ce qui est observé en métropole (29 % en Martinique ; 35 % en Guadeloupe et 40 % à La Réunion, contre 53 % en métropole).

Par rapport à la métropole, l'alcool consommé est moins souvent le vin, à l'exception des champagnes et vins pétillants, particulièrement présents sur ces territoires. Le cannabis est essentiellement consommé dans les DOM sous forme d'herbe produite localement (Merle, 2010) que sous forme de résine, mais sa diffusion au sein de la population adolescente n'y est pas plus importante qu'en métropole. Les niveaux d'expérimentation apparaissent même plus faibles en Martinique et en Guadeloupe (respectivement 36 % et 32 %),

### La situation à Mayotte

À Mayotte, île de l'océan Indien devenue département français en 2011, la situation est beaucoup moins documentée que celle des autres DOM, aucune grande enquête nationale n'ayant pu à ce jour y être réalisée. Les acteurs locaux identifient toutefois des problématiques singulières sur ce territoire. Les jeunes de Mayotte ont un comportement spécifique envers l'alcool et le tabac, du fait de leur environnement social, culturel et religieux. Pour l'alcool, il existe une continuité entre la consommation à faible risque et la dépendance sévère dans la mesure où, dès qu'un jeune commence à boire de l'alcool, il est identifié comme un consommateur problématique. Étant interdite par la religion musulmane, majoritaire à 95 % à Mayotte, la consommation d'alcool, lorsqu'elle a lieu, ne se fait pas en famille. Son caractère clandestin peut expliquer le fait que les jeunes manquent de repères sur les contours d'une consommation à moindre risque. Il ressort ainsi d'une enquête de 2003 que 36 % des jeunes buveurs déclarent boire sept verres et plus lorsqu'ils s'alcoolisent (Azida et Bernard 2009). Par ailleurs, le nombre de jeunes qui boivent de l'alcool apparaît croissant aux yeux des observateurs locaux, qui attribuent cette évolution à la libération des mœurs liées au développement social et culturel de l'île. Le tabac et le « bangué » (appellation locale de l'herbe de cannabis) semblent également très présents sur l'île, de même qu'un cannabinoïde de synthèse – le « chimique » –, sans qu'il soit à ce jour possible de quantifier précisément leur diffusion.

les adolescents réunionnais se singularisant par des niveaux d'expérimentation comparables (44 %). La proportion d'usagers réguliers de cannabis s'avère similaire en Martinique (7 %) et à La Réunion (8 %) à ce qui est observé en métropole (9 %), mais cette pratique apparaît moins fréquente en Guadeloupe (4 %). Les expérimentations d'autres drogues illicites à 17 ans se révèlent quant à elles particulièrement rares en Martinique et semblent un peu plus élevées en Guyane, à des niveaux proches de ceux de la métropole, à l'image de l'expérimentation des produits à inhaler (colles ou solvants) plus importante en Guyane, en particulier parmi les plus jeunes (Beck et al. 2011b). Les enquêtes menées à 17 ans soulignent donc la relative rareté des déclarations d'usage de produits psychoactifs dans les DOM.

Il faut néanmoins souligner une plus grande précocité des consommations à la Réunion, puisque, à 13 ans, 31 % des jeunes déclarent avoir déjà été ivres (contre 16 % en métropole), 5 % fument quotidiennement (contre 2 % en métropole) et 9 % ont déjà expérimenté le cannabis (contre 5 % en métropole) (ORS Réunion, 2010). Si l'on tient compte du fait que la précocité d'entrée dans les usages est un marqueur majeur du risque de basculement dans des usages problématiques, il y a certainement un enjeu fort de prévention dès le début du collège, au moins à La Réunion.

Ces grandes tendances, relevées par l'enquête nationale ESCAPAD (voir Repères méthodologiques) réalisée conjointement en métropole et dans les DOM depuis 2001, avaient été identifiées dès le début des années 1990, à l'occasion des premières enquêtes en milieu scolaire menées indépendamment par les observatoires régionaux de la santé (ORS). L'ensemble de ces enquêtes ont toujours montré des niveaux d'usage globalement plus faibles dans les DOM qu'en métropole, que ce soit en population adolescente ou adulte. Ce résultat n'exclut pas qu'on puisse observer de plus fortes prévalences d'usage dans certaines populations particulières ou dans des zones géographiques plus circonscrites. On peut signaler, en contrepoint, que les enquêtes menées dans les collectivités d'outre-mer (COM : Nouvelle-Calédonie et Polynésie française) ont révélé sur ces territoires des niveaux d'usage supérieurs à ceux observés en métropole (Beck et al. 2008b ; Beck et al. 2011a).

### Une « photographie paradoxale »

La photographie d'un territoire au travers d'enquêtes épidémiologiques fait parfois apparaître une réalité qui contraste avec un certain nombre d'idées reçues et même de constats ou de représentations d'acteurs locaux, qu'il s'agisse d'éducateurs spécialisés, de policiers, de magistrats, de professionnels de santé... qui sont confrontés dans leurs activités professionnelles quotidiennes à des populations dont l'usage de drogues est souvent une des caractéristiques. Ils peuvent de ce fait se montrer sceptiques face aux niveaux d'expérimentation rapportés par les enquêtes, qui leur apparaissent bas, contrastant avec leur perception « subjective » de la réalité, déterminée par leur pratique professionnelle.

Cependant, à l'appui de cette réalité que décrivent les acteurs locaux, l'enquête ESCAPAD a montré que, parallèlement à des usages moindres, on mesurait dans la population adolescente ultramarine des niveaux de consommation problématique de cannabis élevés en comparaison de la métropole. S'il faut rester prudent compte tenu de la difficulté à évaluer les comportements à risque à travers un simple questionnaire d'enquête, on sait cependant que les usages se révèlent d'autant plus problématiques qu'ils sont marginaux. Ces adolescents qui consomment beaucoup de cannabis dans les DOM, en s'opposant, en quelque sorte, au comportement de consommation « moyen » de leurs pairs, s'inscrivent en effet d'autant plus dans des parcours singuliers. Précisons que, pour disposer d'un panorama complet des niveaux d'usage, il faudrait multiplier les enquêtes au niveau local et mener des analyses infra-départementales, ce qui, au-delà des contraintes méthodologiques, supposerait des moyens sans commune mesure avec l'existant.

Pour le tabac, les niveaux de consommation nettement inférieurs dans les DOM, parmi les adultes comme en population adolescente, correspondent bien à l'expérience rapportée par les acteurs locaux. Cette faible prévalence tabagique est, d'ailleurs, sans doute à interpréter en lien avec la faible prévalence du cannabis.

Les DOM ne sont pas les seules régions, en France, à offrir un contraste important entre la réalité décrite par les enquêtes et une situation perçue (visible) marquée par des problèmes de toxicomanie importants. En Île-de-France, par exemple, de nombreuses enquêtes ont régulièrement décrit de moindres usages de produits psychoactifs chez les jeunes Franciliens, alors même que la région, fortement touchée par des problèmes de trafic, est souvent associée à une concentration importante d'usagers de drogues (Spilka et al. 2015a).

En interrogeant des segments entiers de population sans distinction, ces enquêtes ont pour but d'objectiver des réalités, alors que les perceptions individuelles restent, par définition, partielles et parfois déformées. Les enquêtes épidémiologiques permettent d'observer dans les DOM une moindre proportion qu'en métropole de jeunes qui essaient un produit ou en ont un usage occasionnel. En revanche, elles n'établissent pas qu'il y a moins de problèmes et d'usages problématiques liés à ces consommations (pour l'alcool et le cannabis en tout cas). Il est très probable qu'une forte proportion de jeunes Ultramarins ne soit pas intéressée par les substances psychoactives, mais seule une enquête ethnographique pourrait montrer qu'ils ont des représentations et des motivations différentes ou des intérêts de consommation distincts, comme par exemple la recherche de sensations par le sport et de performance, peu compatible avec des consommations de substances telles que le tabac, l'alcool ou le cannabis. La moindre consommation constatée dans les DOM pourrait également être liée à un contexte familial, social et religieux favorisant un contrôle parental et sociétal plus fort auprès des jeunes, et notamment concernant les pratiques addictives.